

*l'Anti*capitaliste

n°761 | 3 juillet 2025 | 1,50 €

l'hebdo du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE



**CLIMAT
INÉGALITÉS
GUERRES**

LE CAPITALISME

C'EST L'ENFER

ZOOM

Militarisme.
«L'Europe» sur
le pied de guerre?

Page 3

INTERNATIONAL

USA. Mamdani, ou la
victoire des résistances
aux milliardaires

Page 4

ARGUMENTS

Franz Fanon,
psychiatre de
l'émancipation

Page 5

CHAMP LIBRE

Les livres de vos
vacances. Cet été, lisez
et gardez le frais!

Page 8

Édito

Vers les 100 000 détenus dans les prisons françaises ?

Par ALEX BACHMAN

Lundi 30 juin, 37°C degrés à l'ombre à Nantes... et à la maison d'arrêt de Carquefou, où près de 1000 détenus se partagent 508 places théoriques. La situation est la même à peu près partout. La canicule en cours atteint particulièrement les détenus des prisons françaises, en particulier dans les maisons d'arrêt surpeuplées. Refus de remonter de promenade et altercations se multiplient, les prisons sont au bord de l'explosion mais Darmanin continue dans son déni de réalité et ses solutions que l'on croirait bricolées au coin d'un comptoir : 3000 nouvelles places en préfabriqué, pardon, en «*structures légères modulaires*», dont on ne voit pas bien comment les détenus pourraient y vivre lors des épisodes caniculaires qui se multiplient, et projet d'envoi de détenus en Allemagne ou en Espagne. L'autre solution choisie par Darmanin pour réguler la surpopulation pénitentiaire est de s'en prendre aux détenus étrangers, les excluant des aménagements de peine, mettant des obstacles insurmontables au renouvellement des titres de séjour en détention, etc. Il s'agit là d'abord, en concurrence avec Retailleau, d'apparaître comme le plus raciste et le plus répressif pour plaire au Rassemblement national et à son électorat. Reprenant ainsi sans complexe l'antienne du RN assimilant délinquance et immigration, alors que l'on sait que les étrangers sont nombreux en prison parce que plus contrôlés, plus interpellés, plus jugés et condamnés en comparaison immédiate, et en dernière analyse plus ciblés par la police et la justice d'un État bourgeois fondamentalement raciste. La politique pénale de plus en plus répressive, l'absence de politique d'alternative à l'incarcération, le «*tout-répressif*» assumé par les politiciens bourgeois de droite, d'extrême droite, et parfois même de «*gauche*», mène à une explosion des condamnations à des peines de prison ferme et à l'augmentation sans fin du nombre de détenus : 84 447 au 1^{er} juin 2025. À ce rythme le chiffre de 90 000 détenus devrait être atteint avant la fin de l'année et la barre des 100 000, franchie en 2026. Une autre politique pénale et pénitentiaire est possible et nécessaire, avec des mesures d'urgence concernant les alternatives à l'incarcération, comme le réclament les syndicats des services d'insertion et de probation, le Syndicat de la magistrature et les associations intervenant en détention. Il y a urgence !

Bien dit

Aujourd'hui, il vaut mieux faire une école de commerce et faire trader à la Défense que d'être réanimateur néonatal ou médecin urgentiste. C'est une question de valeur ! Une vraie question politique : quelles valeurs on défend dans notre société.

CHRISTOPHE PRUDHOMME, médecin urgentiste au Samu 93, sur BFM TV le 30 juin 2025

À la Une

Bayrou, le funambule au service des riches et des écocidares

Quatrième Premier ministre nommé en moins d'un an, Bayrou est désormais le Premier ministre le plus impopulaire de la 5^e République, avec seulement 17% d'opinions favorables en juin 2025. L'échec du conclave sur les retraites est un désaveu cinglant pour lui.

Bayrou a pourtant tout fait, jusqu'au dernier moment, pour sauver la possibilité d'un accord sur les retraites. Jusqu'à se couvrir de ridicule en proposant de rabaisser l'âge de liquidation sans décote de 67 à... 66 ans et demi. Cet échec révèle l'impossibilité, aujourd'hui, pour le bloc présidentiel, de s'élargir à gauche. Cet élargissement était pourtant la feuille de route donnée par Macron à Bayrou, dont c'est également la ligne historique.

Pas d'alliés pour adopter la réforme des retraites

Bayrou s'est donc vu une nouvelle fois opposer un refus de cette frange de la gauche, qui est pourtant encline par elle-même à défendre des politiques de destruction des conquêtes sociales. Ces courants, dont il ne reste de gauche à peu près que le nom, essaient cependant de ne pas perdre totalement ce qui leur reste de crédibilité quand ils s'en revendiquent. Leur fonction est en effet de ne pas laisser l'espace de la gauche uniquement occupé par des forces moins alignées sur l'agenda libéral. Or un tel positionnement est aujourd'hui incompatible avec la validation ouverte de la réforme des retraites. C'est le résultat du rapport de forces issu des mobilisations massives contre la réforme des retraites et des élections législatives de l'an dernier, avec le sursaut de mobilisation électorale du «*peuple de gauche*» à la faveur du rassemblement



de ses organisations dans le Nouveau Front populaire. Bayrou n'a donc pas trouvé d'allié du côté des organisations syndicales — aucune des centrales d'accompagnement n'ayant ratifié l'accord avec le Medef. Il n'en a pas trouvé davantage du côté des forces politiques, le PS dans sa totalité, ses sensibilités les plus droitières comprises, défendant la censure du gouvernement sur cette question.

Un gouvernement qui poursuit sa politique austéritaire

Il n'y aura pas de censure immédiatement. Le RN refuse de la

voter sur les retraites. Et, les institutions étant ce qu'elles sont, le gouvernement va pouvoir continuer à dérouler son programme : il impose sa réforme des retraites, il passe en force sur la loi écocide Duplomb (voir article page 6), il maintient son soutien à la politique génocidaire israélienne (voir article page 4), il veut casser l'audiovisuel public, il prépare un plan massif d'austérité pour le budget de l'État et pour la protection sociale, etc. Des ballons d'essai sont déjà lancés contre l'assurance maladie : limiter les arrêts maladie à 15 jours et la prise en charge des cancers

en rémission. L'indécence du pouvoir est révélatrice du niveau de violence sociale de ses projets.

Unitaires et révolutionnaires

Malgré l'impopularité du gouvernement, malgré ses échecs, malgré la faiblesse de sa base sociale et politique, aucune riposte de notre camp n'est pour l'heure à l'horizon, laissant un pouvoir minoritaire et illégitime poursuivre ses politiques. Du côté des forces politiques, l'électoratisme domine et l'essentiel de l'activité est axé sur les scrutins à venir, municipaux et/ou nationaux. Du côté du mouvement social également, on reste souvent sur un appel à un référendum ou à un vote du parlement sur la réforme des retraites. La question de la relance unitaire des mobilisations ne semble même pas à l'ordre du jour. Il ne s'agit certainement pas de dire qu'il suffirait d'appuyer sur un bouton pour qu'une mobilisation générale voie le jour. Mais face à une 5^e République à bout de souffle, à une impasse institutionnelle profonde, il nous appartient de proposer une autre voie. Celle de la construction d'un rapport de force par les luttes, de ruptures institutionnelles et politiques majeures, du développement d'espaces d'action auto-organisés, vers une alternative anticapitaliste, écosocialiste. Du climat aux guerres, des inégalités aux coups de force antidémocratiques : le capitalisme, c'est l'enfer. **Olivier Lek Lafferrière et Fabienne Dolet**

Acturama



UN DEMI-MILLION CONTRE L'INTERNATIONALE RÉACTIONNAIRE. Un demi-million de personnes ont marché dans Paris le 28 juin pour dire leurs fiertés d'être lesbiennes, gays, bi, trans et pour défendre leurs droits (voir article page 6). Avec pour mot d'ordre «*Contre l'internationale réactionnaire, queers de tous les pays unissons-nous*», qui a suscité la colère de la droite et de l'extrême droite, toustes ensemble, iels ont montré leur capacité à mobiliser. © PHOTO THÉÂTRE ROUGE / HANS LUCAS / MARTIN NODA

MÉDIAS Audiovisuel public 1, Dati 0

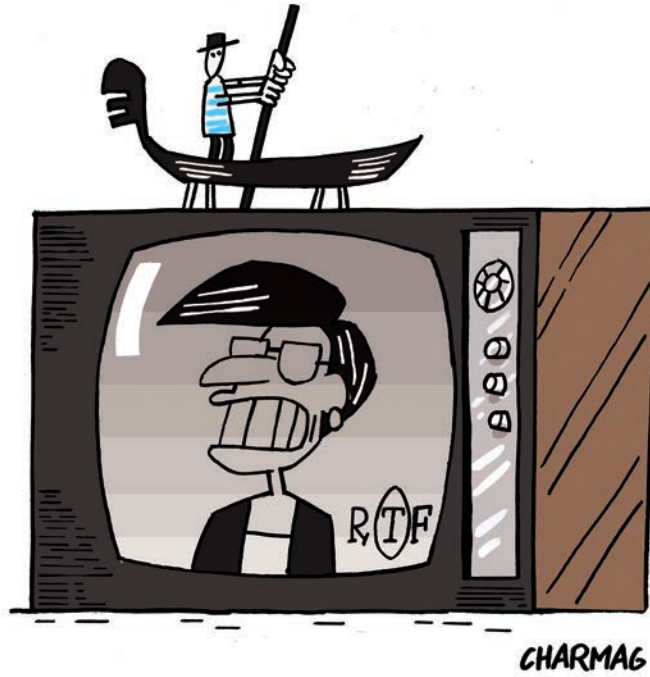
À l'appel de l'intersyndicale de France Télévisions, Radio France et l'INA, iels étaient plus d'un millier à braver le soleil brûlant sur la place du Palais-Royal à Paris pour contester le projet de loi avant de partir en manif.

Un projet mal ficelé battu

Les arguments de Rachida Dati en faveur de la holding de l'audiovisuel public ont laissé perplexes la plupart de ses interlocuteurs, y compris dans son propre camp, qui s'est faiblement mobilisé pour s'opposer à la motion de rejet présentée par les Écologistes. La gauche rassemblé 75 voix pour adopter la motion de rejet, quand il en fallait 67. Ce sont ajoutées les voix du RN. En tout, 94 voix pour le rejet, 38 voix contre. Le bloc central n'était pas là. Cette réforme était bien mal ficelée. Est-ce la raison pour laquelle Dati a été lâchée? Mathieu, militant CGT de France TV présent à la manifestation, expliquait que «pour beaucoup de députés, le projet Dati n'est pas très clair, parce qu'à la fin — on le sait la réforme c'est pour soi-disant faire des économies — quand on chiffre, on arrive à 65 millions, et cela n'apparaît jamais nulle part dans le projet de loi».

Il n'est pas le seul à se demander «pourquoi, alors qu'on a quatre entreprises à la base, on réunit

Cinq jours sans la radio publique! C'est la visibilité (auditive!) donnée à la grève des salariéEs de Radio France contre une réforme de l'audiovisuel public très idéologique, conduite par Rachida Dati, et soumise le 30 juin à l'Assemblée nationale.



tout le monde pour refaire cinq filiales». Marie, salariée à l'INA (Institut national de l'audiovisuel), se demande elle aussi «pourquoi on s'attaque à quelque chose qui fonctionne déjà très bien».

Selon Mathieu de la CGT, «il n'y a pas eu d'études de coût, il n'y a pas eu d'études d'impact. Le projet sous-jacent n'est jamais

avancé clairement». De quoi en effet décrédibiliser le projet, pourtant dans les tuyaux depuis 2019.

Une réforme de longue date

Voulu par Macron depuis 2017, ce projet de réforme de l'audiovisuel public présenté comme un renforcement par la ministre de la Culture actuelle,

s'apparente plus à un démantèlement. D'abord conduit par Franck Riester avant d'être arrêté par le Covid, puis par Laurent Lafon, cette réforme n'en finit pas d'arriver. Elle vient donc de prendre encore du retard et devra repasser au Sénat à l'automne. L'objectif est double: privatiser et remettre en cause l'indépendance et la pluralité. Renaud Dalmar, réalisateur à France Culture et délégué syndical CFDT, le résume ainsi: «il y a aussi tout un aspect idéologique dans le projet de la loi: il faut casser ce qui est le cadre social-protecteur, il faut casser la production en interne et ouvrir aux entreprises privées. Alors que, aujourd'hui, la totalité de ce que nous utilisons est fabriqué en interne. C'est de la fabrication de service public, bio!»

Le combat des salariéEs, mais aussi des usagerEs, pour une information indépendante et plurielle est loin d'être terminé. Il est d'autant plus crucial à l'heure des empires médiatiques de Bolloré et compagnie. Il en va du droit d'être informé. Ce n'est qu'un rejet, il en faudra d'autres pour déjouer les attaques contre la culture et la liberté d'opinion! **Fabienne Dolet**

MILITARISME «L'Europe» sur le pied de guerre?

Les questions militaires occupent le devant de la scène de l'actualité européenne. Du sommet de l'Otan (La Haye) au Conseil européen, les dirigeants des pays européens ont défini les orientations d'une politique de réarmement.



Kevin.B/Wikimedia Commons

mesurer le potentiel tournant amorcé par le programme et difficile de prédire dans quelle mesure il sera mis en œuvre (tout comme l'augmentation des dépenses). Toutefois, les enjeux géopolitiques, économiques et sociaux qui traversent les questions militaires doivent être pensés par la gauche radicale, qui peine à proposer des projets alternatifs.

Budgets militaires contre urgences sociales et écologiques

Il est urgent de réfléchir collectivement aux questions militaires par une approche internationaliste. L'augmentation des budgets militaires ne se fera en l'état — sur des critères de rentabilité et sans ressources fiscales supplémentaires — qu'au détriment des urgences sociales et écologiques: il faut donc s'y opposer. Mais nous dénonçons la

rhétorique qui fait du soutien à la résistance ukrainienne la cause des attaques des droits sociaux et environnementaux. L'aide militaire à l'Ukraine doit au contraire être approfondie. La France se distingue d'ailleurs par une faible contribution par rapport aux pays d'Europe de l'Est et du Nord. Il convient en ce sens d'intensifier nos campagnes de solidarité internationale avec la résistance ukrainienne et de politiser les débats sur les questions militaires et les solidarités.

Poser des revendications concrètes

Le développement de cadres antimilitaristes unitaires est nécessaire. Mais les paresse politiques qui marquent encore l'antimilitarisme (pacifisme abstrait ou campisme) doivent être combattues. Elles nuisent à la crédibilité des mobilisations et relèguent la gauche dans une position marginale. Nous souhaitons donc réfléchir collectivement à des revendications concrètes: interdiction des exportations d'armes vers des États dictatoriaux ou coloniaux (des armes pour l'Ukraine, pas pour Israël!), reconversion d'industries vers des productions socialement utiles, mise sous contrôle démocratique des décisions militaires, désarmement nucléaire multilatéral. Les ateliers de la commission internationale lors de l'université d'été sont à ce titre un espace d'échanges à ne pas rater!

Commission Europe du NPA-l'Anticapitaliste

No comment

Les honnêtes gens, c'est ceux qui bossent, ceux qui ne cassent pas. [...] Ce sont ces pères et ces mères de famille qui se saignent aux quatre veines pour transmettre des valeurs à leurs enfants. [...] On n'est pas citoyen de nulle part, on est citoyen de quelque part. Il faut de l'enracinement.

BRUNO RETAILLEAU, le 1^{er} juillet sur France Inter, nostalgique de l'imaginaire vichyste.

Agenda

Vendredi 4 juillet, réunion débat «Écologie anticapitaliste. Des projets au nord et au sud des Pyrénées» avec Christine Poupin et Bernat Lavaqioli Collel, Perpignan (66). À 19 h, au Nautilus, 20, rue Jules Verne à Perpignan.

Samedi 5 juillet, manifestation «Stop génocide – Free Palestine», Paris. À 14 h, à République.

Dimanche 6 juillet, «Solid'hair avec la Palestine», Paris 19^e. Coiffure à prix libre, Atelier, Jam oriental. À partir de 15 h, au Baranoux, 78 rue Compans.

Samedi 14 juillet, défilé internationaliste, «Guerre à la guerre – guerre aux frontières», Paris. À 14 h, Bastille.



Du 19 au 26 juillet, 40^e édition des Rencontres Internationales Jeunes (RIJ), Wallonie (Belgique). Infos: jeunes@nouveauupartianticapitaliste.org

Du dimanche 24 au mercredi 27 août, 17^e Université d'été du NPA-l'Anticapitaliste, Port-Leucate (11). Accueil le samedi 23 à partir de 14 h et départ le jeudi 28 après le petit-déjeuner.

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur
l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
redaction@npa2009.org

Diffusion:
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
1225-C-93922

Société éditrice:
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage:
1800 exemplaires

Directrice de publication:
Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction:
Fabienne Brifault

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr



AFRIQUE DE L'EST Au Kenya, un renouveau des mobilisations

Un an après les grandes manifestations contre le budget, la jeunesse kenyane redescend dans la rue en dépit d'une répression accrue.

De nouveau, la jeunesse kenyane manifeste en souvenir des soixante personnes assassinées par la police il y un an, lors des mobilisations contre le projet de budget. À cette époque, William Ruto, le président du Kenya, pour répondre aux injonctions du FMI dans le cadre du remboursement de la dette, avait créé une multitude de taxes qui touchaient les classes populaires.



DR

Le mouvement WanTam

Appelés par des organisations de la société civile et largement relayés par les réseaux sociaux, les «Maandamano» de ce mercredi 25 juin se sont déroulés dans les grandes villes à travers le pays. Rapidement les dizaines de milliers de manifestantEs, essentiellement des jeunes, ont scandé des slogans contre Ruto qui se prépare pour un second mandat présidentiel. Certains demandaient la démission du président, d'autres inscrivait sur des pancartes de fortune «*WanTam*», expression populaire de «one term», un seul mandat. Depuis son élection en 2022, Ruto lors de sa campagne électorale avait pu faire illusion en condamnant les violences policières, en promettant de lutter contre la pauvreté et en s'érigeant comme le candidat de la jeunesse précaire. Une fois élu, Ruto a montré son vrai visage. Il a privatisé des dizaines d'entreprises nationales, conforté son réseau clientéliste et il utilise la violence comme ses prédécesseurs. Les forces de police ont réprimé avec violence la manifestation. Les premières estimations communiquées par Amnesty International Kenya font état de seize morts tués par balle. L'association féministe Usikimye dénonce une violence sexuelle organisée contre les femmes avec une dizaine de viols par des voyous payés par le pouvoir.

Terroriser la population

Cette violence policière est omniprésente. Elle se manifeste par des disparitions forcées qui se terminent souvent par la mort des personnes kidnappées. Cette violence a été vue par des centaines de milliers de KenyanEs sur les réseaux sociaux. On y voit, lors d'une manifestation, un policier tuer à bout portant un jeune vendeur de rue pacifique. Il y a aussi le cas d'Albert Ojwang, un jeune enseignant qui, pour avoir critiqué un haut dirigeant de la police, a été emprisonné et est mort sous la torture. Nombre de KenyanEs se retrouvent en garde à vue lors des barrages routiers, une méthode utilisée par la police pour extorquer de l'argent contre une libération. Cette répression est le fruit d'une volonté politique. Sous Ruto, le nombre d'enlèvements a quadruplé. Le signal de trois chaînes de télévision NTV, KTN et K24 a été coupé parce qu'elles avaient outrepassé l'interdiction de faire des reportages en direct des manifestations. Il n'a pas hésité à livrer à l'Ouganda Kizza Besigye, un des principaux opposant de Museveni qui désormais croupit en prison dans des conditions indignes.

Mais cela n'empêche nullement Macron d'organiser, en partenariat avec Ruto, le prochain sommet Afrique-France à Nairobi en 2026.

Paul Martial

ÉTATS-UNIS Mamdani, ou la victoire des résistances aux milliardaires

La campagne électorale et la victoire éclatante de Zohran Mamdani lors des primaires démocrates pour la mairie de New York, le 24 juin dernier, ont un impact considérable sur la politique américaine.

Zohran Mamdani, musulman de 33 ans né en Ouganda de parents indiens, représentant de l'État et membre de DSA (Democratic Socialists of America), a battu Andrew Cuomo, un puissant homme politique de 67 ans qui a mené une campagne électorale de plusieurs millions de dollars. Cuomo a dû démissionner de son poste de gouverneur après avoir été accusé par 13 femmes de les avoir harcelées sexuellement. Il bénéficiait néanmoins du soutien de nombreux syndicats importants et d'intérêts financiers et immobiliers.



Zohran Mamdani lors du rassemblement contre le fascisme à Bryant Park, le 27 octobre 2024. Bingjiefu He/Wikimedia Commons

Une élection qui a un poids politique

Mamdani, quant à lui, a mené une campagne électorale appelant à un gel des loyers, à la gratuité des bus et à la gratuité des services de garde d'enfants, le tout financé par l'imposition des riches New-YorkaisEs et des entreprises, et il a critiqué le génocide perpétré par Israël à Gaza. Son message a inspiré les jeunes et a attiré des milliers de nouveaux électeurs aux urnes. Il pourrait remporter l'élection générale du 4 novembre. L'élection du maire de New York est importante car elle déterminera l'avenir de la plus grande ville du pays, qui compte 8,26 millions d'habitants et une agglomération de 22 millions d'habitants. C'est un point d'entrée pour les immigrants et l'une des villes les plus diversifiées du pays. Elle abrite la Bourse de New York et bon nombre des banques les plus importantes telles que

JPMorgan Chase, Goldman Sachs et Morgan Stanley, ce qui en fait la capitale financière du pays. Elle est également le siège des Nations unies. Avec ses théâtres, ses musées, ses galeries et ses salles de concert, elle est également la capitale culturelle du pays. Le maire de New York a un profil politique et un poids comparables à ceux d'un gouverneur.

Des candidats «démocrates» face à Mamdani

Mamdani et DSA ont organisé une armée de 50 000 bénévoles qui ont frappé à la porte d'un million de New-Yorkais. Le sénateur progressiste Bernie Sanders et la députée Alexandria Ocasio-Cortez l'ont soutenu. À New York, 68 % des électeurs sont démocrates et seulement 30 % républicains, de sorte que le vainqueur de la primaire démocrate remporte généralement l'élection. Cette fois-ci, la situation est plus compliquée.

Andrew Cuomo, malgré sa défaite aux primaires, prévoit de se présenter en tant qu'indépendant et bénéficiera à nouveau du soutien des milieux financiers et immobiliers, même si certains syndicats l'ont abandonné au profit de Mamdani.

Le maire sortant, Eric Adams, sera également candidat. Il s'est présenté aux élections sous la bannière démocrate avec un programme conservateur axé sur la loi et l'ordre, et a nommé ses amis et sa famille à des postes municipaux. Lorsque Joe Biden était président, en septembre 2024, le ministère américain de la Justice a inculpé Adams pour corruption, complot, fraude et deux chefs d'accusation pour avoir sollicité des dons de campagne illégaux provenant de l'étranger, et il devait être jugé. Mais après l'élection de Donald Trump, le ministère de la Justice a abandonné les poursuites, apparemment en raison de la promesse d'Adams de laisser l'ICE (Immigration and

Customs Enforcement, la police de l'immigration) agir librement dans la ville. L'accord conclu entre Adams et Trump a retourné de nombreux Démocrates contre lui. Comme Cuomo, il bénéficie toutefois du soutien de nombreux acteurs du monde de la finance et de l'immobilier. Cuomo ou Adams pourraient former une coalition regroupant les Démocrates conservateurs et les électeurs républicains.

Le candidat républicain à la mairie, Curtis Silwa, chef des Guardian Angeles, une organisation policière bénévole et non armée, a été invité par certains membres de son parti à se retirer pour aider Adams. Mais il affirme qu'il restera dans la course.

Les milliardaires barreront la route de Mamdani

Mamdani est musulman, ce qui soulève la question du vote juif. Les Juifs ne représentent que 2,4 % de la population américaine, mais ils constituent 18 % de la population de New York. Mamdani est antisioniste, mais les organisations et les dirigeants juifs l'attaquent en le qualifiant d'antisémite. Le vote juif était divisé, de nombreux jeunes juifs ayant voté pour Mamdani. Les Républicains l'accusent d'être lié au 11 septembre, au Hamas et au terrorisme. Le député républicain Andy Ogles a demandé l'expulsion de Mamdani.

La campagne, le programme et la victoire de Mamdani ouvrent une nouvelle voie possible pour les Démocrates et la gauche, mais il sera difficile de battre les milliardaires.

Dan La Botz, traduit par la rédaction

GAZA Massacres et famine dans un silence criminel

La situation à Gaza est d'une ampleur terrible, avec des massacres lors de la distribution de l'aide alimentaire, une famine imposée par Israël et une destruction systématique de la région. L'impunité reste totale et les voix qui s'élèvent contre ce génocide sont réduites au silence.

est profondément révoltant et témoigne de l'horreur de la situation. *Squid game*, mais sans métaphore. *Squid game*, mais dans la vraie vie.

Destruction systématique

Israël ne cherche pas à gérer la population de Gaza mais à l'anéantir en la forçant à errer pour essayer de se nourrir, et en profitant de la situation pour la rendre docile. En plus des morts lors des distributions, Israël poursuit la destruction de Gaza. Après avoir rasé Gaza City et Rafah, les attaques se concentrent sur des villes comme Jabalia. La zone de sécurité représente désormais seulement 12 % du territoire de Gaza, le reste est une zone mortelle où l'armée israélienne tire à vue sur les civils. Des vidéos, capturées par les soldats eux-mêmes, continuent de circuler, témoignant de la brutalité des attaques. Malgré la propagande israélienne, les témoignages de soldats, qui d'habitude se vantent de leur position, montrent que leur situation n'est pas aussi rose que l'État d'Israël le

prétend. L'attaque contre un tank israélien, qui a fait 7 morts, et les embuscades le montrent. La guerre avec l'Iran a également révélé que la population israélienne n'est pas à l'abri, et le système de défense anti-missiles a coûté près de 500 millions de dollars en munitions durant ces 12 jours de conflit.

Impunité et silence

Malgré les «dénonciations» de Barrot et Macron, l'impunité reste totale. Les images de la situation de famine sont disponibles pour tous, mais pourtant les camions d'aide arrivent au compte-goutte. Le rappeur Bob Vylan a provoqué la controverse en chantant «Death to the IDF» (mort à l'armée d'occupation israélienne) en live, ce qui a énervé la BBC et le Premier ministre britannique, Keir Starmer. Les peuples soutiennent la Palestine, mais leurs dirigeants les réduisent au silence. Ce silence assourdissant est celui d'un génocide en cours, d'une population martyrisée par les bombes et la famine.

Édouard Soulier

«**C'**est une souricière.» Norman Finkelstein décrit ainsi le système mis en place par

Israël pour «distribuer» l'aide alimentaire à Gaza sous l'égide de l'association américaine GHF (Gaza humanitarian foundation). Avant, l'UNRWA, l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens, distribuait l'aide sans heurts à près de 400 points de distribution. Mais avec GHF, seuls trois ou quatre points de distribution ouvrent à des heures précises. Résultat : des milliers de personnes affamées et déshydratées se rassemblent en masse, devenant des cibles faciles. Depuis la mise en place de ce système, environ 700 Palestiniens ont été tués.

Cynisme absolu

Les témoignages de soldats israéliens révèlent les ordres reçus : tirer pour contrôler la foule. «*Tu arrives pour faire la queue en avance, on te tire dessus. Tu marches sur la route à côté, on te tire dessus. Tu restes après la fermeture pour voir s'il reste quelque chose, on te tire dessus.*» La moindre erreur coûte la vie. Pas de sommation, pas de haut-parleur, pas de lacrymogènes — juste des balles réelles. Pas d'échanges de feu — juste un massacre pur et simple. L'opération israélienne qui coordonne ce dispositif est nommée Poisson salé, une désignation qui selon *Haaretz* se réfère à la version israélienne du jeu pour enfants 1, 2, 3 Soleil. Le cynisme de cette appellation comparant un massacre à un jeu d'enfant



FRANZ FANON, PSYCHIATRE DE L'ÉMANCIPATION

« La folie est l'un des moyens qu'a l'homme de perdre sa liberté » (Franz Fanon)

L'un des mérites du film « Fanon » réalisé par J.C. Barny (2024) est de montrer le lien entre le combat anticolonialiste de Franz Fanon et celui qu'il a mené, sans jamais l'abandonner, pour une psychiatrie progressiste et humaniste.

Retour sur cet aspect des combats de Fanon, par J. C. Laumonier.

De Saint-Alban à Blida : la psychothérapie institutionnelle, une psychiatrie militante de la « désaliénation »

Après ses études de médecine et de psychiatrie à Lyon, Fanon devient interne à l'hôpital psychiatrique de Saint-Alban-sur-Limagnole (Lozère), où le médecin-directeur est François Tosquelles. Psychiatre catalan, combattant dans les milices du POUM lors de la guerre civile espagnole, Tosquelles a introduit des pratiques psychiatriques novatrices, avant de devoir se réfugier en France.

Il ne s'agit pas de museler la folie, mais de la questionner, de l'écouter, pour favoriser une reconstruction

Pendant la Seconde Guerre mondiale, l'hôpital de Saint-Alban devient un lieu de résistance à l'occupation allemande tout en expérimentant de nouvelles pratiques d'analyse institutionnelle. L'hôpital se distingue par la participation des patients à la réflexion sur l'institution elle-même, en rupture avec la psychiatrie asilaire et l'enfermement. C'est là que se forment les courants qui inspireront la psychiatrie progressiste après la guerre. Comme l'écrit Fanon, à Saint-Alban, « il ne s'agit pas de museler la folie, mais de la questionner, de l'écouter, pour favoriser une reconstruction. L'hypothèse suppose le vivre ensemble d'êtres humains — fous et pas fous, soignants et pensionnaires — pour construire dans l'institution



Fanon et son équipe médicale à l'hôpital psychiatrique de Blida-Joinville. WIKIMEDIA COMMONS

même des dispositifs, des scènes, afin que se rejoue, se représente ce qui a été mal joué, ou même pas pu être joué. »

Ces idées inspireront la pratique de Fanon lorsqu'il devient chef de service à l'hôpital de Blida-Joinville en Algérie en 1953. Dans une institution marquée par le contexte colonial

et raciste, Fanon se bat pour mettre en œuvre ces principes. Les malades « musulmans » sont traités différemment des « européens », souvent dans des conditions encore plus répressives, discriminatoires et inhumaines. La plupart passent leur temps attachés, camisolés ou ceinturés.

Fanon face aux résistances du système colonial

Fanon, malgré de fortes résistances, parvient à détacher les internés et met en place des activités de « sociothérapie ». Cependant, il constate que les patientEs algériens n'y adhèrent pas, faute d'une prise en compte des conditions sociales permettant de « réconcilier le malade avec son environnement social ». Il comprend alors que le rôle des infirmierEs algériens, qui parlent la langue des patients et partagent leur culture, est décisif. « C'était aux infirmiers algériens de suggérer les formes de sociabilité spécifiques et de les intégrer dans le processus de « social-thérapie », explique-t-il. « La psychiatrie doit être politique. »

Il adapte son projet en ouvrant un « café Maure », en faisant construire un stade avec la participation des malades, et en réaménageant la mosquée. Un ancien imam officie à la mosquée et un journal est publié régulièrement, permettant aux malades de s'exprimer. Des spectacles sont organisés, réunissant patients et personnes extérieures.

L'opposition du pouvoir colonial et l'expulsion de Fanon

Cependant, l'hostilité « en haut lieu » à ces pratiques nouvelles, combinée au soutien de Fanon à la lutte anticoloniale, le place dans une position de plus en plus intenable. Il démissionne de ses fonctions à la fin de 1956 et est immédiatement expulsé d'Algérie.

Émancipation sociale et psychiatrie émancipatrice

Sous la direction du Pr Antoine Porrot, la psychiatrie coloniale en Algérie est au service de la domination coloniale. Selon Porrot, « l'indigène nord-africain » est un être « primitif », sans cortex préfrontal, et donc « sans morale, ni intelligence abstraite, ni personnalité ». Fanon critique cette psychiatrie, qu'il considère comme un instrument de répression, expliquant que la criminalité et l'agressivité des colonisés sont des produits directs de la situation coloniale, et non le fruit d'une nature « raciale » inférieure. Pour Fanon, la pathologie mentale du colonisé est indissociable des conditions sociales imposées par le colonialisme. Comme il l'écrit dans *Les Damnés de la terre* : « la criminalité de l'Algérien, son impulsivité, la violence de ses meurtres ne sont donc pas la conséquence d'une organisation du système nerveux ni d'une originalité caractérielle, mais le produit direct de la situation coloniale ».

Fanon, tout en dénonçant la domination coloniale, met en place des solutions concrètes pour traiter les troubles psychiques engendrés par cette oppression. En Tunisie, où il s'installe après son expulsion d'Algérie, il ouvre à l'hôpital Charles-Nicolle un hôpital de jour, une initiative révolutionnaire à l'époque. L'hôpital de jour permet un diagnostic et un traitement précoces, tout en évitant l'internement et en préservant le plus possible la vie sociale du malade. Fanon préconise la multiplication de petits services de psychiatrie rattachés aux hôpitaux généraux, avec une attention particulière à l'hospitalisation de jour. Il insiste sur la nécessité de garantir la liberté des malades et de retirer toute dimension carcérale et coercitive à l'internement.

Une psychiatrie de la dignité, de l'égalité et de la libération

Fanon défend l'idée que l'émancipation des individus, qu'elle



soit sociale ou psychiatrique, ne peut être imposée par une autorité extérieure, mais doit résulter de la

prise de conscience et de l'action de l'individu lui-même. Pour lui, la psychiatrie émancipatrice est celle

L'émancipation des individus ne peut être imposée par une autorité extérieure, mais doit résulter de l'action de l'individu lui-même

qui traite les malades « avec » eux, et non « contre » eux. C'est un appel à une psychiatrie de la dignité, de la liberté et de l'égalité, qui reste d'actualité dans un contexte où la psychiatrie tend à se réduire à une « science du cerveau », de plus en plus axée sur les traitements médicamenteux et comportementaux. Les logiques de contrôle, de tri et de punition continuent de dominer nos institutions psychiatriques et la société dans son ensemble. Les idées de Fanon constituent ainsi un appel à prolonger la lutte pour une psychiatrie respectueuse de la dignité humaine, une psychiatrie de la libération.

ANTIRACISME Vérité et justice pour Bilal et sa famille

Cinq mois après le décès de Thibault-Bilal, victime d'une chute de scooter dans le quartier de La Faourette, la famille et ses soutiens luttent pour obtenir la vérité et la justice. Malgré l'ouverture d'une enquête, la famille fait face à un silence inquiétant et à des intimidations politiques, alors que l'impunité semble prévaloir.

«**T**oulouse, laboratoire de la fin de l'état de droit ? » Cette question ouvrait la conférence de presse tenue vendredi 27 juin 2025 par Layla Zedah, belle-sœur de Thibault-Bilal, porte-parole du Comité Vérité et Justice, les avocats de la famille, Maîtres P. NaKache et M. Khennouche, avec le soutien de la LDH.

En introduction, Maître NaKache annonçait qu'un juge d'instruction avait été nommé et une information judiciaire ouverte pour « homicide involontaire et non-assistance à personne en danger ». Au bout de cinq mois, il était temps ! Et surtout, on ne s'appesantira pas sur le « *cafouillage procédural* » qui a de fait privé la famille pendant un temps de faire valoir ses droits et ceux du défunt.

Le 24 janvier 2025, Thibault-Bilal décédait des suites d'une chute de scooter dans le quartier de La Faourette. Aussitôt, les jeunes du quartier avaient appelé à un rassemblement. La famille et les proches avaient organisé une marche blanche. Bilal, 34 ans, mécanicien et père de famille, était une figure emblématique du quartier, « une personne lumineuse », appréciée pour « son humour et sa gentillesse ». Depuis, plusieurs témoignages ont indiqué que cette chute avait été provoquée par une intervention policière.

Cinq mois de non-réponses et d'intimidations

Dès le 19 février 2025, soutenue par ses avocats, la famille portait plainte pour « homicide involontaire et omission de porter secours ». Elle demandait la saisie de l'IGPN et la communication des éléments du dossier, le rapport d'autopsie, les images de vidéosurveillance, l'audition des témoins, l'analyse complète des éléments personnels,

Aujourd'hui, cinq mois ont passé pendant lesquels la famille n'a reçu aucune information ou s'est vue opposer, systématiquement, le secret de l'enquête et la mise sous scellé ! Pendant cette période, la présence policière dans le quartier s'est faite oppressante. Les mêmes policiers sont toujours sur place. Des membres du Comité Vérité et Justice ont été verbalisés. J.L. Moudenc, maire de droite, a annoncé le 4 avril 2025, par voie de presse, qu'il portait plainte contre le CPES du Mirail, un des soutiens du Comité Vérité et Justice pour Bilal, pour propos diffamatoires envers la police.

Le 15 juin dernier, un rassemblement appelé par la famille et le comité a été interdit par un arrêté hallucinant de deux pages et demie dans lequel le préfet se permet de donner des indications sur le décès de Bilal avant la justice, évoque un risque de trouble à l'ordre public à partir de « *slogans hostiles au maire de Toulouse et plus généralement aux forces de l'ordre* », et joue de l'amalgame politique, mêlant organisations de soutien à la Palestine, luttes de mal-logés, entre autres, pour disqualifier l'action de la famille.

« Nous n'allons pas nous taire... »

« Nous prenons conscience de l'ampleur et de la complexité des problèmes... notre exigence de vérité, notre quête de justice dépasse notre drame personnel, ... le silence et l'opacité c'est pire que la mort elle-même ... comment faire le deuil dans de telles conditions ? » Layla Zedah a exprimé au nom de la famille, des proches et du comité vouloir ne pas s'en arrêter là : « Plus de 200 associations, partis, syndicats sur la ville avaient répondu positivement à notre demande de soutien avant le rassemblement interdit, nous allons réfléchir à une initiative à la rentrée. »

Correspondante

ÉCOLOGIE La loi écocide Duplomb, c'est toujours non

Le 26 mai, la motion de rejet de la loi Duplomb a été adoptée par les députéEs, empêchant un débat public sur le texte. Ce rejet, soutenu par les défenseurs de la loi, constitue un contournement scandaleux du processus démocratique. C'est une commission mixte paritaire, réunie le 30 juin, qui en dessinera le contenu. Les inquiétudes grandissent face à un texte qui aggravera la crise écologique et compromettra la souveraineté alimentaire.

Le 26 mai, les députéEs ont voté une motion de rejet (déposée par les LR) afin d'éviter un débat public sur la loi. Cette motion a été soutenue par les défenseurs du texte et non par les opposantEs, ce qui constitue un contournement scandaleux du processus démocratique. Lundi 30 juin, la commission mixte paritaire a donc pris en charge cette proposition de loi Duplomb. Cette commission est composée de 7 députéEs et 7 sénateurEs, dont la majorité soutient cette loi : onze sont issuEs de la profession et quatre ont exercé des mandats à la FNSEA.

La loi Duplomb, une véritable bombe à retardement

La proposition de loi reprend quasiment l'intégralité des revendications productivistes des chefs d'entreprises agricoles de la FNSEA. Elle pourrait compromettre durablement nos capacités à répondre à l'enjeu de souveraineté alimentaire, pourtant présenté comme majeur par nos politiques publiques. Cette loi va à l'encontre des enjeux environnementaux, sociétaux et économiques. Elle vise à diminuer certaines régulations administratives, réintroduire des pesticides et amoindrir le rôle des agences sanitaires dans le processus d'homologation des produits. En conséquence, la proposition de loi augmente notre dépendance aux pesticides de synthèse — et donc à l'agro-industrie —, facilite l'accaparement des ressources en eau pour les mégabassines, permet la destruction de zones humides, aggrave la



29 juin 2025, rassemblement contre le projet de loi Duplomb à Strasbourg. PHOTO THÉÂTRE ROUGE / ALEXANDRE

perte de biodiversité et allège les normes pour les productions animales industrielles.

Contre la loi Duplomb, une large opposition

Cette PPL cherche à « lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur » au bénéfice des modèles agro-industriels néfastes. Une centaine d'organisations nationales et locales, comme la Confédération paysanne, Terre de Liens, Greenpeace France, Générations Futures,

la LPO, France Nature Environnement, Réseau Action Climat, Agir pour l'environnement, Combat Monsanto, Cancer Colère, Bio Consom'acteurs, Collectif Vietnam Dioxine, Oxfam France... appelaient à une mobilisation le 29 juin pour dire non à cette PPL écocide. Cette loi aggravera la contamination des eaux, l'exposition des paysanNEs et des riverainEs à des produits toxiques. Elle constitue une menace pour la santé publique. Plus de 1000 médecins et scientifiques s'y sont déjà opposés publiquement pour alerter sur ses dangers. Le refus persistant de l'État d'écouter ces avertissements témoigne d'une dérive inquiétante, qui ignore la science, les faits et l'expertise sanitaire.

Le NPA veut développer une agriculture paysanne et sortir du modèle capitaliste

Nous devons stopper la fuite en avant du productivisme, où la vie humaine et animale perd sans cesse de sa valeur. Nous faisons le

choix de l'écosocialisme. Changer le système agricole productiviste, dopé à la pétrochimie et destructeur d'emplois, est une nécessité pour lutter contre la crise écologique. Nous avons besoin d'une agriculture paysanne à taille humaine, créatrice d'emplois et rémunératrice, produisant des aliments de qualité tout en soutenant le vivant. Cette alternative est un rempart contre les bioagresseurs et le changement climatique.

Nous voulons : 1) intensifier les techniques agroécologiques pour protéger les ressources communes (eau, air, sol, biodiversité, santé, paysage) ; 2) offrir aux paysanNEs et aux travailleurEs de l'agroalimentaire de meilleures conditions de travail et de revenus ; 3) développer des circuits courts de production, de transformation et de distribution ; 4) reconstituer des ceintures vivrières autour des villes ; 5) nourrir sainement les populations avec des produits de qualité et à faible coût énergétique de fabrication ; 6) réduire fortement la consommation de viande ; 7) utiliser des produits locaux sains dans la restauration collective ; 8) instituer un mode de gestion du foncier coopératif, traitant la terre comme un bien commun ; 8) améliorer la formation professionnelle agricole initiale et continue ; développer la recherche où paysanNEs et chercheurEs travaillent ensemble.

Commission nationale écologie

À lire sur le site



Canicule dans les écoles,
par Radu Varl

LGBTI Contre l'extrême droite, les fiertés s'unissent

Le 28 juin, la capitale a accueilli la Marche des fiertés, un événement inscrit dans un contexte de montée de l'extrême droite et d'attaques contre les droits LGBTI à l'échelle mondiale. Aux États-Unis, en Hongrie, en France, au Royaume-Uni et dans de nombreux autres pays, nos droits sont de plus en plus menacés. Ce défilé a donc été l'occasion de rappeler, une fois de plus, que la lutte pour l'égalité et la liberté reste une bataille fondamentale face à l'offensive réactionnaire qui s'intensifie partout.

Cette année, le mot d'ordre « *Contre l'internationale réactionnaire, queers de tous les pays unissons-nous* » et l'affiche jugée trop radicale ont provoqué la colère de la droite et de l'extrême droite françaises. La réaction a été immédiate : Valérie Pécresse, présidente de la région Île-de-France, a retiré 25 000 euros de subvention pour la marche des fiertés de Paris. Par la suite, elle a aussi annulé une subvention de 2023 d'un montant identique, à la suite de pressions exercées par l'extrême droite. Il est clair que le mot d'ordre et l'affiche n'étaient qu'un prétexte pour justifier cette décision, prise de longue date. C'est une occasion de plus pour l'extrême droite de s'attaquer à nos luttes.

Une fierté parisienne réussie malgré l'opposition

Dans ce contexte d'offensives réactionnaires, la pride parisienne a été un véritable succès. Plus d'un demi-million de personnes se sont retrouvées dans les rues, parmi lesquelles une grande présence de la jeunesse. Ce rassemblement montre que, loin de diviser la communauté, un mot d'ordre jugé radical peut au contraire renforcer notre



14 mai 2025, Marche des fiertés à Strasbourg. PHOTO THÉÂTRE ROUGE / ALEXANDRE

mobilisation face à la menace de l'extrême droite. Il témoigne de l'engagement profond de la population, et en particulier de la communauté LGBTI, à se défendre quand nos droits sont attaqués.

Budapest : une pride interdite qui devient un défi au pouvoir

Le même jour, la ville de Budapest a aussi vécu sa Pride, bien que l'événement ait été interdit par le gouvernement hongrois. Malgré les menaces de lourdes amendes et de peines de prison allant jusqu'à un an pour les participantEs, plus de 200 000

personnes se sont rassemblées selon les organisateurs. Cette marche est ainsi devenue la plus grande manifestation contre Viktor Orban et son gouvernement depuis des années. En interdisant la pride, le Premier ministre hongrois a réussi à déclencher la plus grande Marche des fiertés jamais vue en Hongrie, illustrant que l'oppression n'a fait qu'attiser la résistance.

Les « gay patriotes » : des groupuscules vides de sens

Ce même jour, un petit groupe de soi-disant « gay patriotes » est apparu, mais leur présence ne représente en réalité qu'une



coquille vide. Leur nombre restreint, à peine une quinzaine de personnes, et leurs pancartes homophobes, transphobes et racistes, montrent qu'ils n'existent que par le biais de l'agitation médiatique. Ces groupuscules se revendiquent de la lutte contre les « *dérives LGBTQIA+* », mais en réalité, ils se contentent de reprendre les discours de l'extrême droite : comparer les transitions à des mutilations, dénoncer les drag-queens, et accuser l'ensemble de la communauté de pédocriminalité. Leur racisme se cache sous des faux-semblants d'homonationalisme. Mais le véritable ennemi des personnes queers reste l'extrême droite.

La lutte continue

Si les Prides de Paris et Budapest ont été des succès indéniables, il ne faut pas nous arrêter là. La bataille pour nos droits est loin d'être terminée. Il est impératif de continuer à lutter pour préserver ce que nous avons gagné, obtenir de nouveaux droits, et surtout, éradiquer l'influence de l'extrême droite dans nos luttes.

Commission LGBTI

ROMAN *Le sens de la fuite, d'Hajar Azell*

Éditions Gallimard, février 2025, 224 pages, 20 euros.

Le titre est parfait. Ce roman est l'histoire entremêlée, avec la propre vie de l'auteur, d'une journaliste de guerre pendant les révolutions arabes. On est avec elle place Tahrir au Caire en 2011, d'où «le sens» politique-

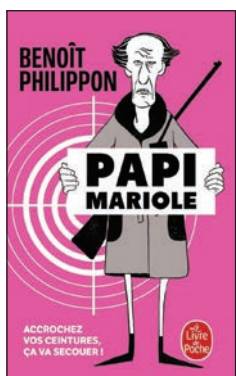


historique. Une documentation très précise a permis de reconstituer les faits. Ils sont vus d'en bas, à travers les gens ordinaires, ceux qui la font vraiment, avec ses dépassements, ses émotions, ses régressions. On suit l'auteur dans une histoire d'amour (la sienne?). Mais aussi sa fuite, son exil, Beyrouth, Le Caire, Alger, Paris... Révolution, je t'aime, je t'aime. Déjà chroniqué dans nos colonnes, décidément, on vous recommande ce livre!

POLAR *Papi Mariole, de Benoît Philippon*

Le Livre de poche, février 2025, 384 pages, 9,20 euros.

En général, suivant en cela l'actualité, nos romans et essais ne prêtent guère à sourire, encore moins à la joie. Ce petit roman fait exception. Ce n'est



pas parce qu'on a perdu la mémoire et qu'on est en Ephad qu'on «oublie» si facilement qu'on a été tueur à gage. D'autant qu'une certaine cause féministe, certains comptes à régler et une certaine Mathilde jetée sur les réseaux sociaux, le valent bien. La vengeance, cela fait du bien.

ROMAN *La porte du soleil, d'Elias Khoury*

Éditions Actes Sud / Babel, 2023, 704 pages, 12,70 euros

1982, Sabra et Chatila, deux camps de réfugiés palestiniens du sud Liban. Israël instrumentalise les phalangistes d'extrême droite libanais pour massacrer

Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org

LES LIVRES DE VOS VACANCES **Cet été, lisez et gardez le frais !**

Nos libraires de La Brèche ont sélectionné pour vous quelques pépites parues ou reparues cette année à lire... à l'ombre bien sûr! Et n'oubliez pas de boire!

plusieurs milliers de réfugiés palestiniens, des civils, des familles. L'auteur tente dans cet hôpital délabré de Chalita de tirer son père du coma, fedayin qui a pris les armes dès 1936. Il retrace depuis la Naqba (1948) le périple du peuple palestinien, son malheur, mais aussi sa culture, son histoire, ses luttes. C'est beau, c'est grand, mais ça fait mal, parfois très mal. L'histoire se répèterait-elle mais en pire à Gaza?

ESSAI *Les algorithmes contre la société, d'Hubert Guillaud*

La Fabrique éditions, avril 2025, 176 pages, 14 euros.

L'auteur démontre qu'il y a une forme de classisme dans ces modes de calcul qui utilisent les algorithmes. De Parcoursup à France-travail, de l'attribution de place en crèche, aux aides sociales, au montant du salaire. Comment ces calculs largement



utilisés par les services publics en toute opacité renforcent les inégalités. La précision des calculs faisant intervenir de multiples facteurs pour déterminer qui a droit ou pas devient délirante et vient remplacer l'objectivité. Il va de soi que cette complexité exclut les usagers, ou les clients, renforce l'opacité et développe les inégalités au nom de la science... Le monde est merveilleux.

ESSAI *Gaza: un génocide en cours, de Josef Daher*

Éditions Syllepse, avril 2025, 168 pages, 12 euros.

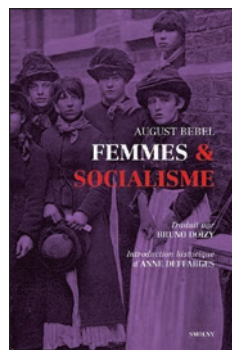
Après *Le marxisme et la question palestinienne* publié à La Brèche, notre camarade élargit son sujet au cadre régional et international. Il met en évidence le rôle décisif joué par l'État sioniste pour l'impérialisme US et européen, véritable porte-avions nucléaire garantissant leurs intérêts politiques et économiques dans cette zone stratégique. L'auteur revient sur l'élargissement de la guerre au Liban, les bombardements en Syrie, au Yémen, contre les

Houthis et fait l'analyse prémonitoire que l'affrontement direct de l'Iran avec Israël était proche. L'auteur souligne l'incontournable nécessité de la solidarité internationale pour isoler l'État sioniste et potentiellement gagner.

CLASSIQUE *Femmes et socialisme, d'August Bebel*

Éditions Smolny, juin 2025, 512 pages, 20 euros.

Enfin réédité, ce grand classique du mouvement ouvrier qui date de 1879! Bebel, l'un des fondateurs de la social-démocratie allemande eut la



chance de mourir en... 1913, sans donc connaître la trahison d'août 1914. Il prit une position internationaliste pendant la guerre franco-allemande, soutint la Commune de Paris ce qui lui valut la prison. Il en profita pour mettre en forme son analyse marxiste de l'oppression des femmes qui donne lieu à ce livre qui dépasse la cinquantaine d'éditions.

BIOGRAPHIE *Michel Pablo ou l'odyssée d'un trotskiste hérétique, d'Hall Greenland*

Éditions Syllepse, juin 2025, 488 pages, 25 euros.

Le pablisme est devenu une insulte dans la bouche de certains «trotskistes», sans jamais qu'ils ou elles n'aient connu la vie et la pensée du personnage. C'est dommage car des années 1930 aux années 1970, Michel Pablo a consacré sa vie à la construction de la

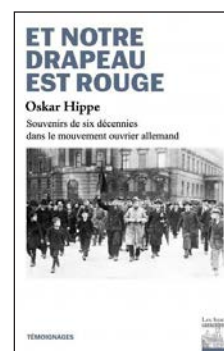


Quatrième Internationale. On peut très bien le critiquer durement et reconnaître son dévouement et ses apports politiques. Cette biographie de Hall Greenland s'y emploie parfaitement. En près de 500 pages, toute la vie de notre camarade est passée en revue, analysée, critiquée, discutée.

MÉMOIRES *Et notre drapeau est rouge, d'Oskar Hippe*

Éditions Les bons caractères, avril 2025, 502 pages, 21 euros.

Une réédition bienvenue. Les éditions La Brèche avait déjà édité les souvenirs de ce militant historique du mouvement ouvrier allemand mais le livre était épuisé depuis 25 ans. Notre sous-titre, non retenu par le nouvel éditeur, était plus évocateur: Du Spartakusbund à la Quatrième Internationale. En

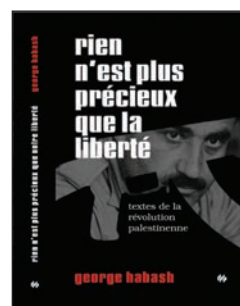


effet, après avoir suivi au KPD Rosa Luxemburg dans sa rupture avec la social-démocratie, Oskar, face à la stalinisation du parti continue le combat, rejoint l'Opposition de gauche de Trotsky et affronte aussi le nazisme. La prison, la torture sont son lot, y compris après 1945 en Allemagne de l'Est où il est emprisonné pendant huit ans. Il passe à l'Ouest et adhère à notre section allemande, l'IKD. Un livre épique à la mesure de sa vie et des événements qui ont secoué l'Allemagne, de Weimar à la guerre et au stalinisme.

ENTRETIENS *Rien n'est plus précieux que la liberté, de Georges Habash*

Premiers Matins de novembre éditions, mars 2025, 160 pages, 13 euros.

Fondateur de l'OLP, puis du FDLP en 1967 quand Arafat le mit à l'écart, ce lutteur a consacré toute sa vie à la cause palestinienne. Il est né en 1926, a connu la grève générale de 1936 à 1939. Il a subi avec sa famille l'épuration ethnique de 1948, dite Naqba. Son mouvement, nettement à gauche de l'OLP, prône la lutte armée, la solidarité avec le Vietnam combattant, l'unité de la classe ouvrière arabe et le droit au retour pour vaincre le projet sioniste. Textes et interviews de l'auteur jalonnent ce petit livre indispensable pour se familiariser avec l'histoire de la Palestine.

**Suis-nous**linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
[NPA Lanticapitaliste](https://npa.lanticapitaliste.org)
[lanticapitaliste](https://lanticapitaliste.com)
[Lanticapitaliste1](https://lanticapitaliste1.com)
[anticapitaliste.presse](https://anticapitaliste.presse.org)
[lanticapitaliste](https://lanticapitaliste.com)

**Retrouve-nous**

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA: vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font!

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai:

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Abonne-toi

Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi!

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org

L'image de la semaine

Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e, M° Daumesnil

★ la-breche.com

Passez vos commandes entre midi et 20 heures: 01 49 28 52 44
contact@la-breche.com